

Situation financière de l'AFP

Synthèse au fil des informations depuis l'annonce du 14 juin 2025 par son PDG Fabrice FRIES, que l'AFP touchée par la crise des médias, annonce un "programme d'économies"

(03) 18 juillet 2025 - **AU SENAT QUESTION ECRITE n°05644 – 17^{ème} législature de M. GENET Fabien (Saône-et-Loire - Les Républicains-R) publiée le 17/07/2025**



M. Fabien Genet attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique sur la situation financière critique de l'Agence France-Presse (AFP), et sur la nécessité d'un soutien renforcé de l'État pour garantir la pérennité de sa mission d'intérêt général.

Le 13 juin 2025, le président-directeur général de l'AFP a annoncé une dégradation soudaine et sévère de la situation économique de l'agence, nécessitant deux millions d'euros d'économies immédiates en 2025, et jusqu'à 12 millions d'ici 2026, alors même que l'AFP est statutairement tenue de présenter un budget à l'équilibre chaque année.

Cette détérioration brutale découle de plusieurs facteurs : l'élection de Donald Trump aux États-Unis a entraîné l'annulation de contrats avec des agences gouvernementales américaines ; le groupe Meta a mis fin à ses partenariats en matière de vérification d'informations, activité dont l'AFP était un acteur mondial majeur ; les grandes plateformes numériques, telles que Google, révisent à la baisse leur politique de rémunération de l'information. Parallèlement, l'essor de l'intelligence artificielle bouleverse les usages médiatiques, en particulier chez les jeunes, affectant la fréquentation des médias traditionnels

Dans un contexte international troublé où l'accès à une information fiable, indépendante et de qualité est plus que jamais vital, la fragilisation de l'AFP - pilier de l'information en France et à l'étranger - constitue une menace pour la démocratie. La suppression de dizaines de postes, voire davantage, serait inévitable sans soutien public accru.

Il lui demande donc si le Gouvernement envisage de revaloriser, dès 2025, la dotation publique allouée à l'AFP afin d'assurer la continuité de sa mission d'intérêt général et de préserver son rôle stratégique dans le paysage médiatique national et international.

Publication dans le JO Sénat du 17/07/2025 - page 4081 / Transmise au Ministère de la culture / En attente de réponse du Ministère de la culture /

(02) 11/07/2025 - **Rattrapée par la crise des médias (notre information du 14/6/2025), l'AFP dévoile des pistes d'économie.**



Dans un contexte de crise aiguë des médias, la direction de l'AFP a annoncé ce vendredi 17 juillet un plan d'incitation au départ à la retraite et de réduction des coûts liés à ses journalistes expatriés.

Son PDG Fabrice Fries a présenté ces mesures jeudi devant le conseil d'administration de l'Agence France-Presse puis vendredi devant les représentants du personnel en CSE (*comité social et économique*), avant une assemblée générale du personnel.

La première mesure, qui devrait être lancée à l'automne, vise entre 50 et 70 départs non remplacés de salariés pouvant prétendre à la retraite dans le réseau mondial de l'AFP (journalistes et non journalistes), en contrepartie d'une indemnité à définir. Le but est d'aboutir à 4 à 5 millions d'euros d'économies sur un an.

La deuxième fixe un objectif de réduction des coûts d'expatriation de 3 millions d'euros, "soit 10% du coût total", selon M. Fries.

"L'AFP est attachée à l'expatriation" mais "pas à n'importe quel prix", a-t-il déclaré.

Les journalistes de l'AFP basés hors de France sont régis par plusieurs statuts. Premièrement, le statut "siège", contrat de droit français qui s'accompagne d'avantages (frais de logement, de scolarité pour les enfants). Son titulaire ne peut pas rester plus de quelques années au même poste.

Deuxièmement, un statut intermédiaire, dit "régional", qui s'accompagne aussi d'avantages. Enfin, un statut "local", sans avantage en plus du salaire.

La direction compte réformer ce système en gelant des postes non pourvus et en transformant des contrats siège (141 actuellement) et régionaux (134) en locaux, moins coûteux. Une réflexion sera menée fin 2025 pour identifier les postes potentiellement concernés.

Selon M. Fries, "l'explosion du coût de l'expatriation s'explique principalement par l'alourdissement de la fiscalité et des charges sociales".

"UN CHOC" Ces mesures portent sur 2026 et nécessiteront un "financement externe", qui pourrait passer par un prêt de l'État, un réaménagement du calendrier de la dette ou un emprunt bancaire. Selon les représentants du personnel au conseil d'administration, le besoin de financement se monte à 7 millions d'euros.

Pour 2025, la direction de l'AFP a identifié des économies possibles de 1,5 million d'euros, grâce à "un pilotage serré des coûts" côté éditorial, elle souhaite un "recentrage" sur l'actualité chaude.

En assemblée générale, suivie par 500 personnes au siège de l'AFP à Paris et par vidéo, les syndicats ont contesté les pistes de la direction, en donnant rendez-vous aux salariés à la rentrée.

"C'est un choc, social, éditorial et pour les valeurs de l'Agence", a estimé Adrien Vicente, élu SNJ-CGT.

"On a l'impression que l'AFP qu'on a connue est amenée à disparaître", a renchéri Benjamin Massot (SNJ), en pointant la réforme de l'expatriation.

Pour la CFE-CGC, Fatima Bouquet a jugé que les départs à la retraite non remplacés causeraient "une augmentation inévitable de la charge de travail".

"COMBATIF"

M. Fries avait annoncé le 13 juin que l'AFP allait engager un "programme d'économies" de 12 à 14 millions d'euros au total sur 2025 et 2026. En cause, une "dégradation durable" de ses perspectives financières liée à la crise mondiale des médias, dont le modèle économique est fragilisé par les nouveaux usages du numérique et par l'intelligence artificielle (IA).

Il avait pointé la fin du programme de fact-checking de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp) aux Etats-Unis, auquel participait l'AFP, et l'arrêt du contrat avec la radio publique Voice of America, que l'administration Trump veut démanteler.

Cette dégradation "promet d'être durable tant le retournement du marché des médias semble profond", a-t-il répété vendredi, en se disant toutefois "combatif".

L'AFP est l'une des trois agences mondiales d'information, avec AP et Reuters. Elle emploie 2.600 collaborateurs de 100 nationalités et fournit de l'information en six langues, en texte, photo, vidéo et image.

Elle jouit d'un statut particulier. Elle n'est pas une entreprise publique mais n'a pas d'actionnaires, et ses clients, dont l'Etat français, siègent à son conseil d'administration.

En 2024, l'AFP a réalisé un résultat net de 200.000 euros et un chiffre d'affaires de 326,4 millions d'euros.

Outre ses revenus commerciaux, elle reçoit par l'Etat français une compensation des coûts liés à ses missions d'intérêt général (118,9 millions d'euros en 2024). (Reprise @afp.com)

(01) 14/06/2025 - Touchée par la crise des médias, l'AFP annonce un "programme d'économies"



L'AFP va engager un "programme d'économies" de 12 à 14 millions d'euros sur 2025 et 2026, à cause d'une "dégradation durable" de ses perspectives financières liée à la crise mondiale des médias, a annoncé vendredi [son PDG Fabrice FRIES](#).

"Nous engageons sans attendre un programme d'économies de court terme" pour "dégager environ 2 millions d'économies" d'ici fin 2025, a déclaré M. Fries dans un message vidéo diffusé en interne.

Pour 2026, "la marche sera bien plus haute" puisqu'il faudra "dégager entre 10 et 12 millions d'euros d'économies", a-t-il poursuivi. Cela "ne sera possible que si on adapte notre organisation, nos structures, nos modes de fonctionnement (...), sans ralentir nos investissements". "Ce sont de mauvaises nouvelles que j'annonce (...) mais je sais que l'Agence a du ressort", a ajouté M. Fries. Selon lui, après sept années de progression continue, les "revenus commerciaux" de l'AFP "vont régresser cette année", avec près de 8 millions d'euros en moins par rapport à ce qui est prévu dans le budget. Ce "recul" a plusieurs raisons. D'abord, un "attentisme économique mondial lié à la crainte d'une récession". Ensuite, des annulations de contrats dues à "la pression" mise par des "gouvernements autoritaires ou populistes" sur des clients de l'AFP.

A ce titre, il a cité la fin du programme de fact-checking de Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp) aux Etats-Unis, auquel participait l'AFP, et "l'arrêt brutal" du contrat avec la radio publique Voice of America, que l'administration Trump veut démanteler.

Dernière explication invoquée pour la baisse des revenus: l'AFP a "certainement surestimé" sa "capacité à faire reconnaître et rémunérer" par "les acteurs de la tech" sa "propriété intellectuelle" sur ses contenus. Plus largement, cette "dégradation durable" est, selon M. Fries, une conséquence de la mauvaise santé des médias clients de l'AFP, bouleversés par les nouveaux usages numériques. D'autant que "viennent s'y greffer les progrès stupéfiants de l'intelligence artificielle".

En 2024, l'AFP a réalisé un résultat net de 200.000 euros et un chiffre d'affaires de 326,4 millions d'euros. Outre ses revenus commerciaux, elle reçoit par l'Etat français une compensation des coûts liés à ses missions d'intérêt général (118,9 millions d'euros en 2024).

L'AFP est l'une des trois agences mondiales d'information, avec AP et Reuters. Elle emploie 2.600 collaborateurs de 100 nationalités et fournit de l'information en six langues.

Elle jouit d'un statut particulier. Elle n'est pas une entreprise publique mais n'a pas d'actionnaires, et ses clients, dont l'Etat français, siègent à son conseil d'administration. (Reprise d'un Communiqué de presse AFP.)